

REGISTRE ORBEY Réponses CCVK couleur bleue – Avis de la Commission couleur verte

NUMERO	VILLE	SECTION	PARCELLE	Contribution
1	LAPOUTROIE	14	?	Le requérant fait suite à sa venue en permanence de Lapoutroie (C 12) et demande le reclassement en constructible de ses parcelles puisqu'elles disposent de tous les réseaux nécessaires et qu'elles sont attenantes aux parcelles n°159, 381, 391 qui sont quant à elles en zone urbanisée.
				La présence du cône de vue explique le classement en zone A de la parcelle 381. De nouvelles constructions viendraient obturer la vue sur le grand paysage (village en contre bas et les versants opposés) Avis défavorable de la CCVK et de la commune.
				Dans le règlement les dispositions relatives au patrimoine bâti et paysager précisent que toute construction susceptible de masquer un point de vue (cônes de vue) est interdite. La Commission prend acte de la réponse. Avis défavorable.
2	ORBEY	12	382 396	Les requérants (restaurateur et Sommelière de métiers) souhaitent créer un restaurant gastronomique sur les parcelles leurs appartenant et situées à proximité de la rue Lefébure et jouxtant une zone UT. Ainsi, ils demandent la création d'une zone spécifique pour leurs permettent de réaliser leur projet.
				La commune est favorable au projet, ce qui nécessite de faire évoluer le PLUi sur 2 points : <ul style="list-style-type: none"> La Collectivité souhaite admettre le projet de restauration à côté du camping passage et proposera une extension en zone UT avec l'instauration d'un cône de vue pour préserver la perspective existante. supprimer les conditions 1 et 2 du règlement pour admettre la restauration dans la zone UT ET réfléchir à l'implantation de la nouvelle construction afin qu'elle soit respectueuse du site (cône de vue, topographie ...) - la CCVK propose d'ajouter un cône de vue
				Le règlement actuel autorise en zone UT seuls l'extension et l'aménagement du bâti existant dans la limite de 30 % de la surface de plancher existante et que le projet soit lié et nécessaire à l'activité touristique. Avis favorable mais nécessitant une évolution du PLUi.
3	LAPOUTROIE		98	La requérante refuse l'ER G06 car il empêche l'utilisation de la cour et condamnant les stationnements actuels ainsi que l'accès au garage situé en fond de parcelle. De plus cet emplacement réservé impacterait directement la dépendance de la maison située en bordure de rue, et aurait un impact sur la valeur du bien.
				Le projet de la commune est de créer un parcours piéton sécurisé entre le centre village et l'école via un franchissement sur la Béhine. Cette nouvelle liaison piétonne permettra de rejoindre l'école depuis la rue du Général Dufieux et la rue de la Béhine, cette dernière débouche directement sur l'entrée du groupe scolaire. Actuellement les écoliers sont contraints de passer par la rue du Dr Macker où il n'y a pas de trottoir pour rejoindre l'école. La rue du Dr Macker est d'ailleurs très passante car il s'agit de l'unique jonction entre le tissu principal de Lapoutroie et le quartier des Buissons. Ces 2 entités urbaines sont séparées par la RD 415 qui marque une rupture forte dans le village. De plus, la création de ce passage permettra aussi d'augmenter l'espace public et d'ouvrir le centre village sur les berges du cours d'eau. Il améliorera la qualité de l'espace public central. La commune est défavorable au retrait de l'ER G06, il est d'intérêt général.

				La Commission estime que la réponse de la CCVK est satisfaisante et que l'intérêt général l'emporte. Avis défavorable.
4	HACHIMETTE	12	189	Le requérant demande la modification de zonage de la parcelle où sont construits deux garages (à mettre en UB). Ces garages forment un ensemble cohérent avec sa maison située en face.
				La commune ne souhaite pas étendre le tissu urbain au sud de la RD415, voie de grande circulation. Les franchissements sécurisés sont peu nombreux. La topographie n'est pas adaptée : forte pente, talus le long de la RD et l'exposition nord n'est pas idéale pour accueillir de nouvelles habitations.
				La Commission estime l'analyse satisfaisante. Avis défavorable vu la configuration du lieu et près de la RD 415.
5	ORBEY			Ces personnes sont passées à la permanence pour se renseigner et feront une contribution sur le site Internet
				Ce point n'appelle pas de réponse particulière. Dont acte par la Commission.
6	ORBEY			Ces personnes sont passées à la permanence pour se renseigner, ils repasseront à la permanence de Fréland avec un dossier concernant 3 parcelles de Vignes
				Ce point n'appelle pas de réponse particulière. Dont acte par la Commission.
7	LABAROCHE			Cette personne a apporté une annexe supplémentaire suite à son passage en permanence de la CCVKB le 13 novembre dernier. Ce document est à intégrer dans les annexes de la contribution n° 4.
				Voir réponse apportée REG 4
8	LAPOUTROIE		ER g06	Le requérant refuse l'ER G06 car ce futur chemin piétonnier liant la rue du GAL Dufieux à l'impasse de la Behinne provoquerait des nuisances (bruit, dégradations, intimité du voisinage) il signale également qu'il a déposé une pétition à l'unanimité des riverains contre ce projet en mairie.
				Voir réponse apportée ORB REG 3

9	LAPOUTROIE	13	214 213 212 145	Le requérant demande de reclasser les parcelles indiquées de AP en UB pour lui permettre la construction d'une maison d'habitation. Il indique qu'il dispose des servitudes nécessaires sur les voies privées qui desservent ses parcelles et que les réseaux sont à proximité, du fait que très récemment un collectif a été édifié en limite de ses parcelles.
				La commune est défavorable au classement proposé en raison de la très forte pente. De plus, aucun réseau d'eau public n'arrive au droit des parcelles citées.
				La Commission s'accorde avec la réponse apportée par la CCVK. Avis défavorable en raison de l'accès et manque de réseaux d'eau.
10	ORBEY	12	389	Le requérant demande de reclasser la totalité de sa parcelle en constructible car il a investi dans cette parcelle (création des réseaux, etc.) pour permettre à ses héritiers d'y édifier une maison.
				La commune est défavorable au classement proposé en raison de la très forte pente du fond de parcelle. De plus, elle ne souhaite pas admettre les constructions nouvelles en second rang dans cette rue.
				Avis défavorable. La Commission estime la réponse satisfaisante en raison de la déclivité du terrain et de ne pas admettre de construction en second rang.
11	ORBEY	?	?	Cette personne s'est renseignée sur la possibilité de construire sur la parcelle située chemin du réservoir.
				Ce point n'appelle pas de réponse particulière. La Commission prend acte.
12	LAPOUTROIE		105 103	Le requérant (exploitant agricole) demande le classement de ces parcelles pour lui permettre, de construire sa maison lorsqu'il prendra sa retraite.
				Les réseaux publics, en particulier d'eau potable, n'arrivent pas au droit des 2 parcelles. Elles ne peuvent donc pas être classées en zone urbaine (constructible immédiatement).
				La Commission s'accorde avec la réponse apportée par la Collectivité ne disposant pas des réseaux au droit des parcelles.